

17 décembre 2024



Yannick Quéau : « La confiance affichée par le Kremlin doit se comprendre dans une forme de relativisme : la Russie souffre, mais moins que l'Ukraine »

Propos recueillis par Jim Nejman pour LN24

Vladimir Poutine l'affirme haut et fort : son pays dispose de « *l'initiative stratégique sur toute la ligne de front*¹ » avec l'Ukraine. On doit lui donner raison. La Russie a progressé sur toute la ligne de front en 2024, même si elle a en contrepartie été surprise par l'incursion des forces ukrainiennes sur son propre territoire dans la région de Soudja. Les bombardements aériens russes s'intensifient tant sur la ligne de front que dans la profondeur avec des frappes gagnant en intensité sur les villes et infrastructures ukrainiennes. La situation se tend pour Kiev dont les défenses sont mises en difficulté.

Sur le plan diplomatique, Kiev doit aussi composer avec les incertitudes de l'arrivée Donald Trump le 20 janvier prochain à la Maison-Blanche. Pourtant, la situation est également difficile pour la Russie, tant sur le terrain, qu'en interne sur le plan économique et à l'international. Jim Nejman (LN24) décrypte la situation avec Yannick Quéau directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).

Quelle est la situation sur la ligne de front : la Russie progresse, mais au prix fort ?

La situation est plus délicate que ce que la communication du Kremlin laisse paraître. Il est vrai que la campagne de bombardements de la Russie met à mal les défenses ukrainiennes et la base logistique permettant de soutenir l'effort de guerre. Il est aussi exact que les forces ukrainiennes ont perdu plusieurs localités (189 selon la Russie) face aux troupes russes en 2024. Les combats restent âpres néanmoins et tout gain territorial se fait au prix de lourds efforts et de pertes humaines et matérielles considérables du côté de la Russie. Les renforts de troupes nord-coréennes dans la région de Soudja n'ont pour le moment pas apporté grand-chose si ce n'est qu'un nouveau belligérant prend à son tour conscience du prix que chaque avancée territoriale implique.

En ce moment, l'enjeu pour les Ukrainiens est de renforcer leurs positions défensives et de préparer aussi des lignes de replis en cas de progression russe. En effet, à part pour la défense de certaines villes symboliques – notamment Bakhmout – l'armée ukrainienne a souvent préféré céder du terrain à la Russie plutôt que de subir trop de pertes en restant sur des positions indéfendables. Elle cherche ainsi à préserver sa capacité à combattre en se repliant si nécessaire. Cela fonctionne tant que la Russie paie au prix fort chaque kilomètre carré gagné.

Et sur le plan interne, vous nous dites que les nouvelles ne sont pas bonnes pour Moscou, c'est cela ?

Depuis le début du conflit, tout a été fait du côté de Moscou pour projeter l'image d'une puissance imperméable aux sanctions occidentales. Mieux, la Russie aurait en fait profité de son passage en économie de guerre pour redéployer son appareil industriel et établir des liens plus solides avec ses partenaires économiques internationaux. Tout cela est recevable, mais insuffisant à contrer les effets négatifs pour l'économie russe.

L'illusion a partiellement et d'autant mieux fonctionné qu'elle s'appuie sur une part de vérité. Elle devient toutefois de plus en plus difficile à maintenir. L'économie russe souffre et avec elle sa population. L'appareil industriel de défense russe ne peut suffire à maintenir une prospérité économique. Une économie de guerre, c'est aussi le plus

souvent une économie en surchauffe, notamment dans des domaines qui peinent à irriguer l'ensemble de l'économie. Certes, cela peut contribuer à améliorer temporairement certains indicateurs (le taux de croissance ou le taux d'emploi, par exemple), mais il s'agit d'une fuite en avant.

De plus, du fait des sanctions internationales, la Russie voit se raréfier de plus en plus les ressources qui peuvent lui permettre de financer cette économie de guerre. Certes, elle a fait preuve d'une certaine imagination pour contourner les sanctions, mais ces dernières se resserrent régulièrement et rendent leur contournement de plus en plus ardu. La manne gazière ne permet plus aujourd'hui que de limiter les dégâts. Vendre à la Chine ou à l'Inde dans des conditions peu avantageuses ne permet pas d'obtenir la rente nécessaire à la stabilisation de l'économie russe.

La priorité donnée au secteur de l'armement couplée aux sanctions occidentales a aussi raréfié l'accès à certains biens de consommation pour la population russe. Il en résulte une inflation élevée. Les chiffres officiels du gouvernement russe, annonçant déjà une inflation à 8,5 %, sont contestés par plusieurs experts : l'inflation pourrait être encore bien plus élevée. Pour combattre cette inflation, la banque centrale russe a relevé son taux d'intérêt directeur à 21 %. Concrètement, cela veut dire que si vous voulez investir en Russie, il vous faut espérer une rentabilité à un an supérieur à 21 %, sinon vous ne couvrez même pas le coût de votre crédit. Ces conditions dissuadent l'investissement privé².

L'économie russe est en train de prendre des années de retard en termes de compétitivité internationale. Elle vivait déjà dans l'illusion d'une grandeur retrouvée, illusion qui valait surtout par contraste avec le marasme des années 1990 et du début des années 2000, mais plus la guerre dure plus le décrochage russe sera important, pas seulement par rapport aux Occidentaux, mais aussi par rapport aux pays asiatiques.

Qu'en est-il sur le plan international ?

Là aussi, la communication du Kremlin s'est avérée relativement efficace pour montrer une Russie porteuse d'un ordre international se construisant en opposition aux préceptes des Occidentaux. Les coups d'État au Sahel ont contribué à cela. Le récent sommet des économies émergentes à Kazan en Russie en octobre 2024 a permis de communiquer sur une Russie forte, soutenue, imperméable aux sanctions occidentales et prête à assumer une forme de leadership dans la structuration d'une alternative au modèle actuel de gouvernance mondiale. Ces actions ont leur importance.

Cependant, le renversement de Bachar el-Assad en Syrie sème le doute : embourbée en Ukraine, la Russie n'a pas les moyens diplomatiques et militaires nécessaires pour

soutenir un allié auprès duquel elle s'était pourtant engagée et alors même qu'elle dispose de bases militaires sur le territoire du pays concerné. On entend parfois dire que la Russie aurait finalement lâché Bachar el-Assad. Peut-être. Peut-être aussi que le prix pour continuer de le soutenir était trop important pour Moscou et qu'il valait mieux tenter de s'accommoder d'un nouveau pouvoir syrien. Il reste que le message envoyé aux pays du Sahel actuellement engagés dans la révision de leurs accords de sécurité avec la France ou les États-Unis est quelque peu troublant. Les nouveaux dirigeants du Tchad, du Burkina Faso et du Mali peuvent légitimement s'interroger : que vaut finalement dans le contexte actuel le soutien de la Russie ?

Encadré

Bonsoir le débat : le dessous de guerres

Depuis le 27 août, les chercheurs du GRIP, Samuel Longuet et Yannick Quéau tiennent une chronique hebdomadaire intitulée *Le dessous des guerres*, tous les mardis à 18h45 sur LN24. Ils décryptent ainsi dans l'émission **Bonsoir le débat** présentée par Jim Nejman l'actualité des questions de paix et de sécurité internationale et vulgarisent leurs objets de recherche à destination du grand public. Cette entrevue est une reprise et un développement de la chronique du 17 décembre que l'on peut retrouver le site de [LN24](https://www.ln24.com).

Doit-on comprendre de tout cela que la Russie s'essouffle ?

Oui, manifestement. Cela dit, elle souffre bien moins que l'Ukraine.

On l'a mentionné : Les défenses antiaériennes ukrainiennes sont soumises à rude épreuve actuellement. Elles ne semblent pas en mesure de contrer les effets des bombardements aériens russes. Les autorisations limitées de frapper le territoire russe avec des missiles à longue portée n'apportent pas de solution probante à la situation vécue par les Ukrainiens³.

L'effet sur le moral de la population en Ukraine est aussi réel. On a une partie non négligeable de la population ukrainienne qui se dit ouverte à des négociations avec la Russie. En un an, la part des Ukrainiens favorables à des négociations à condition d'obtenir des garanties de sécurité est passée de 33 % à 57 %. La part des Ukrainiens se disant prêts à faire des concessions territoriales est passée de 10 à 33 %. Par contre, il reste encore 55 % des Ukrainiens à ne pas vouloir entendre parler de concessions territoriales, même si cela doit prolonger la guerre⁴. Ces chiffres sont ceux du National Democratic Institute, un centre de réflexion américain. Les données ont été diffusées en septembre, mais le sondage porte sur une évolution des opinions entre juin 2023 et juin 2024. Ils datent donc d'avant l'intensification des bombardements aériens russes, la perte de nouveaux territoires et l'élection de Donald Trump. Dans cette situation,

Vlodymyr Zelensky tente d'offrir des perspectives à sa population pour à la fois maintenir le moral de sa population et afficher une position ferme dans la perspective où il serait contraint par la future administration Trump à engager des négociations avec Moscou⁵.

La confiance affichée par le Kremlin doit se comprendre dans une forme de relativisme : la Russie souffre, mais moins que l'Ukraine. Cette lecture comporte néanmoins des risques significatifs pour Moscou. D'abord, tant que les Occidentaux continueront à soutenir diplomatiquement, économiquement et militairement l'Ukraine, la situation économique continuera à se détériorer pour la Russie. Et les Occidentaux ont les moyens de poursuivre leurs efforts, malgré les positions frileuses mises en avant lors des campagnes électorales. Ensuite, la Russie risque d'être de plus en plus dépendante du soutien de ses partenaires, en premier celui de la Chine pour qui la guerre d'Ukraine n'a jamais été une bonne chose.

Dans ce portrait, il peut se dessiner un scénario de nature à conduire le Kremlin à s'engager avec sérieux dans un processus de négociation avec l'Ukraine et, plus ou moins indirectement, avec les Occidentaux. Les sanctions économiques mises en place ne peuvent certainement pas à elles seules dissuader d'une entrée en guerre ou de la poursuite des hostilités, mais la perspective de leur levée, alors que l'économie russe est en souffrance et risque un décrochage durable peut motiver le pouvoir russe à faire des concessions. L'enjeu de cette guerre n'est pas uniquement territorial, loin de là. Pour ce que l'on en comprend à l'heure actuelle, c'est un peu ce que semble espérer Donald Trump et sa future équipe, mais il faudra être encore un peu patient pour en savoir plus.

Les auteurs

Yannick Quéau est directeur du GRIP.

Pour citer cette publication

Yannick Quéau : « La confiance affichée par le Kremlin doit se comprendre dans une forme de relativisme : la Russie souffre, mais moins que l'Ukraine », propos recueillis par Jim Nejman pour LN24, *Éclairage du GRIP*, 17 décembre 2024.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation
permanente de la Fédération
Wallonie-Bruxelles.

Photo de couverture : Photographie du 16^e Sommet de BRICS, à Kazan, le 23 octobre 2024, montrant le président russe, Vladimir Poutine, entouré, à sa droite, par le secrétaire général du Parti communiste chinois, Xi Jinping, et, à sa gauche, par le premier ministre indien Narendra Modi. Le président des Émirats arabes unis, Mohammed bin Zayed Al Nahyan et le président iranien, Masoud Pezeshkian, apparaissent aussi sur la photographie (de gauche à droite). Source : Bureau du Premier ministre de l'Inde, [wikipedia.org](https://www.wikipedia.org).

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement une position du GRIP dans son ensemble.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Mundo-madou – 7-8 Avenue des Arts – 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique

Tél. : +32 (0) 0473 982 820 – admi@grip.org – www.grip.org

X/Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org) – Facebook : GRIP.1979

Références

¹ Le lundi 16 décembre le président russe Vladimir Poutine s'est exprimée devant de hauts-cadres du ministère de la Défense russe. Il a affirmé en cette occasion que « *Les troupes russes disposent de l'initiative stratégique sur toute la ligne de contact* » en Ukraine, a-t-il dit. Il a poursuivi en tenant « à souligner que l'année écoulée a été une année charnière s'agissant de la réalisation des objectifs de l'opération militaire spéciale » en Ukraine. AFP, « [Poutine assure que ses forces ont l'initiative sur « toute la ligne » de front en Ukraine](#) », *Mediapart*, 16 décembre 2024.

² Voir l'analyse de Stéphane Lauer, « [Moscou n'a pas fini de payer le prix de son "opération spéciale" en Ukraine](#) », *Le Monde*, 16 décembre 2024.

³ Passage repris de la chronique *Le dessous des guerres* du 17 novembre 2024.

⁴ Voir aussi l'analyse de ces chiffres par Thomas d'Istria, « [Les Ukrainiens de plus en plus ouverts à des négociations à condition d'obtenir des garanties de sécurité](#) », *Le Monde*, 24 septembre 2024.

⁵ Passage également repris de la chronique *Le dessous des guerres* du 17 novembre 2024.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité Édition du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur www.grip.org.

Devenez donateur : IBAN : BE87 0001 5912 8294 - BIC/SWIFT : BPO TBE B1

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Avenue des arts, 7-8
B-1210 Saint-Josse-ten-Noode
Tél. : +32 (0) 473 982 820
Site Internet : www.grip.org